

## Déclaration des ONG françaises et allemandes sur la réforme des règles budgétaires européennes

La guerre en Ukraine place l'Europe à un tournant de son histoire. Elle met en lumière la vulnérabilité de l'Union européenne et sa dépendance aux énergies fossiles notamment importées de Russie, comme le gaz, le pétrole ou le charbon. Avoir les moyens financiers d'accélérer la transition énergétique et d'améliorer l'efficacité énergétique prend aujourd'hui une importance majeure. En 2020, pour faire face aux graves conséquences du COVID-19 sur la santé publique et la détérioration de l'économie européenne, la Commission européenne avait permis aux États membres d'augmenter leurs dépenses publiques en activant la *General Escape Clause* du Pacte de Stabilité et de Croissance.

Inadapté pour faire face à la crise sanitaire qui touche toujours l'Union, le Pacte de Stabilité est également obsolète pour répondre à la crise climatique et à destruction de la biodiversité et incompatible avec la mise en œuvre du Green Deal européen. Les règles du Pacte ne prennent en compte que la croissance, en oubliant les risques et les impacts de la crise climatique. Elles ne contribuent pas à orienter les investissements en faveur de la transition écologique juste. Ces règles budgétaires ont été mises en place au siècle dernier pour maintenir la stabilité macroéconomique et alléger le fardeau de la dette sur les générations futures. Aujourd'hui, réduire le fardeau sur les générations futures implique d'investir dans la transformation juste de nos économies et de nos sociétés pour rester en dessous d'un réchauffement de +1,5°C.

Nous ne pouvons pas nous permettre de revenir aux règles d'avant la crise sanitaire. Le « Fit for 55 » est le paquet législatif dédié à la transition écologique le plus important et le plus ambitieux. Pour atteindre et aller au-delà de notre objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'au moins 55 % d'ici 2030, et pour arriver à la neutralité climatique bien avant 2050, **les règles budgétaires doivent être réformées.**

**Pour cela, une règle d'or verte qui sécuriserait les dépenses vertes et inciterait les États membres à investir massivement dans la transition écologique doit trouver sa place dans les règles fiscales et budgétaires européennes.** Cette règle permettrait aux États membres d'exempter les dépenses publiques en faveur de la transition du calcul de leur déficit et plafond de dépenses. Dans un premier temps, de nouvelles règles et lignes directrices en matière de flexibilité sont requises. À long terme, un pacte de durabilité et de stabilité pourrait remplacer le pacte de stabilité et de croissance et devenir le fondement de la transformation socio-écologique de l'Union européenne, afin de rendre l'Europe plus résiliente.

Des investissements rapides et massifs sont nécessaires dans la transition énergétique pour rompre avec notre dépendance au gaz fossile, au pétrole et au charbon. Au lieu de détourner les investissements vers le nucléaire et le gaz fossile, l'Europe doit permettre aux États membres de

déployer massivement les énergies renouvelables, d'intensifier l'efficacité énergétique ou encore de développer des mesures de sobriété. La Commission européenne estime qu'au moins 520 milliards d'euros sont nécessaires chaque année pour financer la transition écologique d'ici 2030<sup>1</sup>. La Cour des comptes européenne, prenant en compte les objectifs du paquet climat « Fit for 55 », estime, quant à elle, que ce sont 28 000 milliards d'euros qui devront être investis dans les trente prochaines années, soit environ 1 000 milliards d'euros par an sur la période 2021-2050. Sans un engagement ambitieux dès aujourd'hui, le coût de l'inaction climatique, environnementale et sociale sera bien plus élevé que le coût de l'action<sup>2</sup>. Cela doit être dans l'esprit des décideurs politiques lorsque de la discussion autour de la révision des règles budgétaires commencera.

**Réformer le pacte de stabilité et de croissance est essentiel pour financer la mise en œuvre du paquet « Fit for 55 » et du Green Deal européen, tout en garantissant la viabilité financière des budgets nationaux. Les États membres doivent pouvoir investir autant que nécessaire dans la transition, sans avoir à réduire d'autres dépenses publiques. En contrepartie, les dépenses néfastes à l'environnement devront être éliminées le plus vite possible et l'intégrité climatique et environnementale des budgets nationaux doit être garantie.**

Le couple franco-allemand a créé la dynamique autour du plan de relance européen en 2020 en poussant l'Union à développer cet instrument historique pour faire face à la crise. Une étape majeure de la solidarité européenne a été franchie, grâce notamment à l'ancien ministre allemand des Finances, Olaf Scholz, et au ministre français de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire. Il est à présent vital de sécuriser cette avancée à travers la réforme du pacte de stabilité et de croissance. Cela doit rendre tangible le projet de neutralité climatique pour l'Europe d'ici à 2050.

C'est désormais au gouvernement du Président Macron et à la coalition du Chancelier Scholz de franchir cette étape historique pour une Europe climatiquement neutre, verte et souveraine.

## ORGANISATIONS SIGNATAIRES

DNR - Deutscher Naturschutzring  
Réseau Action Climat - France  
Alofa Tuvalu  
Bund für Umwelt und Naturschutz Deutschland (BUND) - Friends of the Earth Germany  
Deutscher Tierschutzbund  
EuroNatur  
Fondation pour la Nature et l'Homme  
France Nature Environnement  
Greenpeace  
Germanwatch e.V.  
Klima-Allianz Deutschland  
SEPANSO  
WWF Deutschland  
WWF France

---

<sup>1</sup> Commission européenne, « Communication from the Commission to the European parliament, the Council, the European Central Bank, the European Economic and Social Committee, the Committee of the Regions - The EU economy after COVID-19: implications for economic governance », 19 octobre 2021

[https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/economy-finance/economic\\_governance\\_review-communication.pdf](https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/economy-finance/economic_governance_review-communication.pdf)

<sup>2</sup> Joint Research Centre of the European Commission, « JRC Technical report - Economic analysis of selected climate impacts », 2020.

[https://publications.jrc.ec.europa.eu/repository/bitstream/JRC120452/pesetaiv\\_task\\_14\\_economic\\_analysis\\_final\\_report.pdf](https://publications.jrc.ec.europa.eu/repository/bitstream/JRC120452/pesetaiv_task_14_economic_analysis_final_report.pdf)



## Gemeinsame Erklärung von französischen und deutschen NGOs zur Reform des EU-Fiskalrahmens

Der schreckliche Krieg in der Ukraine bringt Europa an einen Wendepunkt. Er verdeutlicht die Verwundbarkeit und Abhängigkeit der EU von fossilen Brennstoffen, Öl, Kohle und fossilem Gas, insbesondere aus Russland. Die Beschleunigung der Energieeffizienz und der Energiewende insgesamt und die Sicherstellung ausreichender finanzieller Mittel dafür sind jetzt entscheidend. Um den schwerwiegenden Folgen von COVID-19 für die öffentliche Gesundheit und die Verschlechterung der europäischen Wirtschaftslage zu begegnen, hat die Europäische Kommission 2020 die allgemeine Ausweichklausel für den Stabilitäts- und Wachstumspakt aktiviert, die es den Mitgliedstaaten ermöglicht, die öffentlichen Ausgaben zu erhöhen, um die Krise zu bewältigen.

Der Stabilitäts- und Wachstumspakt wurde damals als unvereinbar mit den Anforderungen zur Bewältigung der Krise, mit der die Europäische Union immer noch konfrontiert ist, angesehen. Gleichwohl erweist sich der Pakt für die Bekämpfung der Klima- und Biodiversitätskrise und für die Umsetzung des Europäischen Green Deal ebenfalls als ungeeignet. Der Stabilitäts- und Wachstumspakt berücksichtigt nicht die Risiken und Auswirkungen des Klimawandels und sie fördern keine Investitionen zugunsten einer grünen und gerechten Transformation, sondern zielen nur auf Wirtschaftswachstum ab. Die Haushaltsregeln wurden entwickelt, um makroökonomische Stabilität zu erreichen und die Belastung für künftige Generationen zu verringern. Heute bedeutet dies, dass wir in den gerechten Umbau von Wirtschaft und Gesellschaft investieren müssen, um die globale Erwärmung unter 1,5°C zu halten.

Wir können es uns nicht leisten, zu den Regeln zurückzukehren, wie sie einmal waren. Das "Fit for 55"-Paket ist das größte und ehrgeizigste Legislativpaket für die grüne Transformation. Um jedoch unser Ziel einer Verringerung der Treibhausgasemissionen um mindestens 55 Prozent bis 2030 zu erreichen und zu übertreffen, und deutlich vor 2050 klimaneutral zu wirtschaften, **müssen die Fiskal- und Haushaltsregeln angepasst werden, damit sie ihren Zweck erfüllen können.**

**Dazu muss eine „Goldene Regel des Green Deals“, die grüne Ausgaben sichert und Anreize für die Mitgliedstaaten schafft, verstärkt in die grüne Transformation zu investieren, Teil der europäischen Fiskal- und Haushaltsregeln werden.** Eine solche Regel würde es den Mitgliedstaaten ermöglichen, die für die sozialgerechte Transformation dringend benötigten öffentlichen Ausgaben von der Berechnung ihrer Defizit- und Ausgabenobergrenzen auszunehmen. Dies erfordert in einem ersten Schritt das Zusammenspiel von Haushaltskonsolidierung und Flexibilitätsregeln weiter zu entwickeln. Langfristig könnte ein Nachhaltigkeits- und Stabilitätspakt den Stabilitäts- und Wachstumspakt ablösen und die Grundlage für die sozial-ökologische Transformation der EU werden, die Europa resilient macht.

Rasche und massive Investitionen in den grünen Wandel sind dringend erforderlich, um unsere Abhängigkeit von fossilen Brennstoffen, Kohle, Öl und fossilem Gas zu verringern. Dies bedeutet, dass erneuerbare Energien, Energieeffizienz und Suffizienz gefördert werden müssen, anstatt weiterhin

Investitionen in fossiles Gas und Kernenergie zu lenken. Klimaschutz ist Teil der Friedenssicherung. Die Europäische Kommission schätzt, dass zusätzliche Investitionen in Höhe von mindestens 520 Milliarden Euro pro Jahr benötigt werden, um die Transformation bis 2030<sup>1</sup> zu finanzieren. Der Europäische Rechnungshof geht unter Berücksichtigung der Ziele des Klimapakets "Fit for 55" davon aus, dass in den nächsten dreißig Jahren 28 Billionen Euro öffentlich und privat investiert werden müssen, d. h. rund 1.000 Milliarden Euro pro Jahr im Zeitraum 2021-2050. Wenn wir uns jetzt nicht stark engagieren, werden die Kosten durch Untätigkeit in den Bereichen Klima, Umwelt und Soziales noch höher<sup>2</sup> sein. Das sollte von den Entscheidungsträgern und Entscheidungsträgerinnen bei der Überarbeitung der Haushaltsregeln berücksichtigt werden.

**Den Stabilitäts- und Wachstumspakt zu reformieren ist dringend notwendig, um das Fit for 55-Paket und den Europäischen Green Deal insgesamt zu finanzieren und die Ambitionen der Klima- und Biodiversitätspolitik zu stärken** und gleichzeitig die finanzielle Nachhaltigkeit der nationalen Haushalte zu gewährleisten. Die Mitgliedstaaten müssen in der Lage sein, die notwendigen Investitionen in die Transformation zu tätigen, ohne andere öffentliche Ausgaben beispielsweise im Gesundheits- und Sozialbereich kürzen zu müssen. **Im Gegenzug müssen die Mitgliedstaaten umweltschädliche Ausgaben so schnell wie möglich beenden und die Klima- und Umweltintegrität ihrer nationalen Haushalte sicherstellen.**

Das deutsch-französische Duo hat im Jahr 2020 mit der notwendigen Dynamik ein historisches EU-Instrument zur Bekämpfung der wirtschaftlichen Auswirkungen in Folge der COVID-Krise vorangetrieben. Dies war ein wichtiger Schritt der europäischen Solidarität, der vor allem durch den damaligen deutschen Finanzminister Olaf Scholz und den französischen Finanzminister Bruno Le Maire ermöglicht wurde. Jetzt gilt es, diesen Fortschritt zu institutionalisieren und den Stabilitäts- und Wachstumspakt zu reformieren, um das ehrgeizige Projekt der Klimaneutralität der EU vor 2050 zu verwirklichen.

Es liegt nun an der Regierung des französischen Präsidenten Macron und der Koalition von Bundeskanzler Scholz, diesen historischen Schritt für ein klimaneutrales, grünes und unabhängiges Europa zu vollziehen.

## Unterstützende Verbände

DNR - Deutscher Naturschutzring  
Réseau Action Climat - France  
Alofa Tuvalu  
Bund für Umwelt und Naturschutz Deutschland (BUND) - Friends of the Earth Germany  
Deutscher Tierschutzbund  
EuroNatur  
Fondation pour la Nature et l'Homme  
France Nature Environnement  
Greenpeace  
Germanwatch e.V.  
Klima-Allianz Deutschland  
SEPANSO  
WWF Deutschland  
WWF France

---

<sup>1</sup> "Communication from the Commission to the European parliament, the Council, the European Central Bank, the European Economic and Social Committee, the Committee of the Regions - The EU economy after COVID-19: implications for economic governance", October 19th, 2021 (engl).

[https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/economy-finance/economic\\_governance\\_review-communication.pdf](https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/economy-finance/economic_governance_review-communication.pdf)

<sup>2</sup> Joint Research Centre of the European Commission, "JRC Technical report - Economic analysis of selected climate impacts", 2020 (engl).

[https://publications.jrc.ec.europa.eu/repository/bitstream/JRC120452/pesetaiv\\_task\\_14\\_economic\\_analysis\\_final\\_report.pdf](https://publications.jrc.ec.europa.eu/repository/bitstream/JRC120452/pesetaiv_task_14_economic_analysis_final_report.pdf)

## Joint Declaration from French and German NGOs on the reform of the EU Fiscal Rules

The terrible war in Ukraine puts Europe at a turning point. It highlights the European vulnerability and dependence on fossil fuels, oil, coal and fossil gas, especially from Russia. Speeding up the energy efficiency and energy transition and ensuring sufficient financial means for this is now key. To face the serious consequences of the COVID-19 on public health and on the deterioration of the European economy, the European Commission set off the General Escape Clause concerning the Stability and Growth Pact, thus allowing member states to increase public spending to face the crisis in 2020.

The Stability and Growth Pact was then deemed incompatible with the requirements to answer the crisis the European Union is still facing. It is important to note that the Pact is also unfit to deal with the climate and biodiversity crisis and to deliver the European Green Deal. The Stability and Growth Pact does not take into account the risks and the impacts of climate change, and they do not promote investments in favour of the green and just transition, as they only focus on economic growth. Fiscal rules were designed to achieve macroeconomic stability and to lower the burden of future generations. Today this means to invest in the just transformation of our economies and societies to keep global warming below 1.5°C.

We cannot afford to go back to the rules as they were. The Fit for 55 package is the biggest and most ambitious legislative package dedicated to the green transition. However, in order to achieve and go beyond our goal of a reduction of greenhouse gas emissions of at least 55% by 2030, and to reach carbon neutrality well before 2050, **the fiscal and budgetary rules must be adjusted to be fit for purpose.**

**For that, a Green Golden Rule securing green spending and incentivising Member States to invest heavily in the green transition must find a way into the European fiscal and budgetary rules.** Such a rule would **allow Member states to exempt the public spending urgently needed for the just transition** from the calculation of their deficit and spending ceilings. This requires new flexibility rules and guidelines as a first step. In the long term, a sustainability and stability pact could replace the Stability and Growth Pact and become the foundation for the EU's socio-ecological transformation to make Europe resilient.

Rapid and massive investments in the green transition are urgently needed for cutting our dependency to fossil fuels, coal, oil, and fossil gas. This means boosting renewable energies, energy efficiency and sufficiency instead of continuing to divert investments to fossil gas and nuclear. Climate protection is part of peacekeeping. The European Commission estimates that in addition to existing investments, at least 520bn of euros are needed each year to finance the

transition by 2030<sup>1</sup>. The European Court of Auditors, taking into account the objectives of the "Fit for 55" climate package, estimates that 28 trillion euros will need to be invested over the next thirty years, or around 1,000 billion euros per year over the period 2021-2050. Without a strong commitment now, the cost of climate, environmental and social inaction will be higher<sup>2</sup>, and should be in the minds of decision-makers when revising fiscal rules.

**There is a need to reform the Stability and Growth Pact to finance the Fit for 55 package and the European Green Deal as a whole and to strengthen the ambition of climate and biodiversity policy**, while ensuring the financial sustainability of national budgets. Member States have to be able to invest as much as needed in the transition, without having to cut other public spending. **As a counterpart, Member States have to phase-out environmentally harmful spendings as quickly as possible and ensure climate and environmental integrity of their national budgets.**

The Franco-German duo showed essential dynamic in 2020 by pushing an historic EU instrument tackling the economic impact of COVID. This proved a major step of European solidarity, mostly facilitated then by former German finance minister Olaf Scholz and French finance minister Bruno Le Maire. It is now vital to institutionalise this progress and reform the Stability and Growth Pact to reflect the ambitious project of EU climate neutrality by 2050.

It is now for the French President Macron's government and German Chancellor Scholz's coalition to complete this historical step for a climate neutral, green and sovereign Europe.

## SIGNATURES

DNR - Deutscher Naturschutzring  
Réseau Action Climat - France  
Alofa Tuvalu  
Bund für Umwelt und Naturschutz Deutschland (BUND) - Friends of the Earth Germany  
Deutscher Tierschutzbund  
EuroNatur  
Fondation pour la Nature et l'Homme  
France Nature Environnement  
Greenpeace  
Germanwatch e.V.  
Klima-Allianz Deutschland  
SEPANSO  
WWF Deutschland  
WWF France

---

<sup>1</sup> European Commission, "Communication from the Commission to the European parliament, the Council, the European Central Bank, the European Economic and Social Committee, the Committee of the Regions - The EU economy after COVID-19: implications for economic governance", October 19th, 2021.

[https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/economy-finance/economic\\_governance\\_review-communication.pdf](https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/economy-finance/economic_governance_review-communication.pdf)

<sup>2</sup> Joint Research Centre of the European Commission, "JRC Technical report - Economic analysis of selected climate impacts", 2020.

[https://publications.jrc.ec.europa.eu/repository/bitstream/JRC120452/pesetaiv\\_task\\_14\\_economic\\_analysis\\_final\\_report.pdf](https://publications.jrc.ec.europa.eu/repository/bitstream/JRC120452/pesetaiv_task_14_economic_analysis_final_report.pdf)